



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 2151

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Gérard Terrier.

M. Gérard Terrier. Ma question s'adresse à Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. (« Ah ! » sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants. - Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Pour la première fois depuis 1992, la France compte moins de 10 % de demandeurs d'emploi.

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur plusieurs bancs du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Au-delà de sa valeur symbolique, ce chiffre donne la mesure du chemin parcouru, c'est un événement majeur.

Depuis 1997, date de l'entrée en fonction de l'actuel gouvernement, le nombre de demandeurs d'emploi s'est réduit de 700 000 personnes, ce qui représente une baisse de 12,6 % à 9,8 % du taux de chômage et la création de plus de 1 million d'emplois. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Cette performance exceptionnelle, au-delà de tout pronostic, démontre l'impact majeur, aux côtés de la croissance, des politiques de l'emploi.

Le débat se cristallise sur la croissance. Si l'on ne peut en contester l'effet, elle n'est pas, à elle seule, une condition suffisante. J'en veux pour preuve l'année 1994 où le Premier ministre, Edouard Balladur, bénéficiait d'une croissance de 2,5 % sans qu'aucun effet positif ait été enregistré sur l'emploi ! (Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur divers bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance.)

M. François Vannson. Lamentable !

M. Gérard Terrier. Aujourd'hui, plus personne ne conteste l'effet sur l'emploi de la réduction du temps de travail. Seul le volume d'emplois créés fait l'objet d'un débat.

M. Maurice Leroy. Tartarin !

M. Gérard Terrier. La politique qui consiste à relancer la consommation intérieure par une augmentation du pouvoir d'achat et redonner ainsi la confiance aux Français joue un rôle déterminant dans ces bonnes nouvelles. Nous pourrions être pleinement satisfaits lorsque ceux qui ne bénéficient pas encore des fruits de cette politique auront retrouvé le chemin du travail.

Pouvons-nous espérer, madame la ministre, une baisse continue, dans les prochains mois, du nombre des chômeurs ?

Pouvons-nous connaître les mesures qu'entend prendre le Gouvernement pour que soient fournis les emplois qui restent encore faute de personnes qualifiées ?

Comment comptez-vous effectuer la transition entre une logique d'assistance, qui a sa raison d'être dans une période de pénurie, et une logique plus dynamique, pour un retour au plein emploi ?

M. le président. Pouvez-vous conclure, monsieur Terrier ?

M. Gérard Terrier. Enfin, estimez-vous, madame la ministre, que l'objectif du plein emploi avant la fin de la décennie a de fortes chances d'être atteint ? (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste et du

groupe Radical, Citoyen et Vert.)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité.

Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés,...

M. Maurice Leroy. «Je suis très surprise...»

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. ... madame la députée (Rires et exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants), pardon, monsieur le député, je suis un peu gênée par l'opposition qui me semble elle-même gênée par les bonnes nouvelles ! Et pourtant les Français sont contents ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Jean-Pierre Brard. Très bien !

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. Vous l'avez dit avec justesse, monsieur le député, la France vient de passer un cap symbolique, celui des 10 % de chômeurs, comme la gauche avait su faire passer l'inflation au-dessous des deux chiffres dans les années 80, il faut le rappeler. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

Le chiffre du mois d'avril est exceptionnel, sans doute pour des raisons de saisonnalité: moins 77 000 chômeurs. Mais il est intéressant d'observer la tendance des six derniers mois: plus de 50 000 chômeurs en moins chaque mois. Avec une réduction du chômage quatre fois supérieure à la moyenne européenne, nous sommes maintenant largement en tête.

M. François Goulard. C'est faux !

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. Des emplois créés, 1 150 000, des chômeurs en plus, 770 000. (Exclamations sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants)...

M. Michel Lefait. En moins !

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. ... en moins. A quoi cela est-il dû ?

J'entends dire «à la croissance». Bien sûr. Mais cette croissance ne tombe pas du ciel ! Je me rappelle qu'entre 1993 et 1997, alors que la croissance américaine était très forte, la France était en queue du peloton européen. Vous l'avez dit, monsieur le député, nous avons ramené la confiance. Avec elle, M. le ministre de l'économie et des finances vient de le souligner, les entreprises investissent à nouveau.

MM. Lucien Degauchy et François Vannson. Et la précarité ?

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. Avec la croissance, les Français ont recommencé à consommer, à «désépargner», notamment lorsque nous avons lancé les emplois-jeunes qui ont rendu confiance aux familles. Nous avons aussi redonné du pouvoir d'achat, nous avons accompagné les innovations technologiques, les créations d'entreprises. Tout cela explique pourquoi nos entreprises, aujourd'hui, et je m'en réjouis, créent des emplois...

M. Patrice Carvalho. Précaires !

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. ... en se battant sur les marchés, en dégageant des gains de productivité et en gagnant chaque jour un peu plus. Et quand nos entreprises gagnent, c'est la France qui gagne, et je ne comprends pas ceux qui opposent aujourd'hui la France aux entreprises.

Mais nous n'aurions pas pu créer deux fois plus d'emplois en six mois que pendant toute l'année 1998, à taux de croissance égal, sans la réduction de la durée du travail, qui, aujourd'hui, s'applique dans 40 % des entreprises de plus de dix salariés, sans les emplois-jeunes et sans la baisse des charges sociales. Tout cela forme un tout. Nous devons tous marcher la main dans la main pour faire reculer le chômage.

Bien sûr, je n'oublie pas qu'il reste encore 2,4 millions de chômeurs dans notre pays. («Ah !» sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants).

Je sais que nous devons redoubler d'effort, comme le fait l'ANPE, pour accompagner les chômeurs de longue durée: sur les 1,2 million de chômeurs qui ont été accompagnés pendant un an, 55 % ne sont plus au chômage au bout de quatre mois. («Ah !» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Depuis deux mois, cette nouvelle devrait faire plaisir à l'opposition, le nombre de bénéficiaires du RMI commence à diminuer. C'est la preuve que l'action sur le long terme de lutte contre les exclusions porte aujourd'hui ses fruits.

Alors, mesdames et messieurs de l'opposition, il faut être beaux joueurs. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance.) Vous pouvez ne pas être d'accord avec les politiques que nous avons menées, mais vous ne pouvez pas ne pas reconnaître leurs résultats. Les Français attendent que nous continuons à déployer la même énergie pour réussir, comme le Premier ministre l'a souhaité, le pacte de plein emploi que nous devons à notre société. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur quelques bancs du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Données clés

Auteur : [M. Gérard Terrier](#)

Circonscription : Moselle (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2151

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : emploi et solidarité

Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er juin 2000, page 4796

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 1er juin 2000